

## Déclaration signalement d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes

Date :

20.05.2022

Référence :

SAR-SVDHS-01

Le document suivant a pour but de présenter la procédure de signalement d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes survenant dans le cadre professionnel.

### I. Comment suis-je protégé ?



« Les employeurs publics [...] mettent en place un dispositif ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements. »

(Article L135-6 du code général de la fonction publique)

Le texte ci-dessus définit très clairement que les agents doivent bénéficier d'un dispositif leur permettant **de faire remonter à l'autorité territoriale des actes portant atteinte à leur intégrité**.

Les agents doivent en outre pouvoir être orienter, si nécessaire, vers les autorités ou spécialistes compétents.

Il est important de noter que les faits identifiés **sont graves** et qu'il est donc nécessaire d'utiliser **ce dispositif avec mesure**.

Enfin, cette procédure assure à l'agent la confidentialité des données recueillies, l'impartialité du référent signalement et des membres de la cellule du même nom et le traitement sans délai de la situation.

### II. Quelles sont les situations concernées ?

#### α Les violences

Ensemble de faits manifestant une **atteinte physique ou morale** envers une autre personne ou ses biens (violences verbales, physiques, sexistes ou sexuelles)

#### α Les discriminations

**Traitement de façon inégale** de deux ou plusieurs personnes placées dans une situation comparable, en raison de critères interdits par la loi (sexe, âge, handicap, etc.).

#### α Le harcèlement moral

**Agissements répétés** susceptibles d'entraîner, pour la personne qui les subit, une dégradation de ses conditions de travail pouvant aboutir à une atteinte à ses droits et à sa dignité, une altération de sa santé physique ou mentale ou une menace pour son évolution professionnelle.

#### α Le harcèlement sexuel

Faits visant à imposer à une personne, de façon répétée, **des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste**, qui portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant et/ou créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

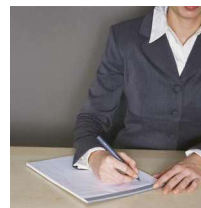
#### α Les agissements sexistes

**Agissements liés au sexe d'une personne**, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant et offensant

### III. Comment mettre en œuvre la procédure de signalement ?

Vous devez remplir en version numérique ou papier **le formulaire de saisine** à l'attention du référent signalement.

Le formulaire doit être complété de la manière **la plus précise possible** (dates, lieux, témoins, répétition des faits, etc.) et n'évoquer que des faits (et non pas des jugements). Si vous disposez d'éléments écrits transmissibles afin d'éclairer la compréhension des faits remontés, vous devez également les joindre à la déclaration.



Enfin, vous devez **transmettre les éléments au référent signalement de la collectivité** soit par voie postale (*Dans une double enveloppe - A l'attention du référent signalement, 41 rue de la boule 61100 FLERS en indiquant sur les deux enveloppes la mention « Confidentiel » et « Ne pas ouvrir »*) ou par courriel ([referentsignalement@flers-agglo.fr](mailto:referentsignalement@flers-agglo.fr)) afin que ce dernier puisse engager le traitement de votre signalement.

Comme pour tout traitement de situations individuelles vous pouvez contacter le responsable du service accompagnement des ressources (Anthony GANDON – 02.33.64.66.37 ou 06.74.24.89.72 – [agandon@flers-agglo.fr](mailto:agandon@flers-agglo.fr)) en amont afin de recevoir des explications complémentaires sur la procédure.

### IV. Traitement de la procédure de signalement ?

Dans les meilleurs délais, le référent signalement attestera de la **bonne réception de votre signalement** et vous contactera afin de compléter le recueil d'informations si nécessaire.

Une première analyse sera effectuée afin de **vous orienter**, si besoin, vers les professionnels compétents en externe (association, défenseur des droits, force de l'ordre, etc.) ou en interne (médecin de prévention, intervenante psychologue du travail, etc.).

Si la situation le nécessite, **une cellule de traitement interne des signalements sera réunie** afin de prendre toutes les mesures adéquates (médiation, enquête administrative, protection fonctionnelle, changement d'affectation, procédure disciplinaire, etc.).

Cette cellule sera composée de **toutes les personnes ayant compétence** afin de traiter la situation (élus, direction générale, direction des ressources humaines, médecin de prévention, psychologue, etc.).

Intervenants	Méthode	Observations
<b>Agent</b>	<pre> graph TD     A[Victime/Témoin d'un acte de violence] --&gt; B{Possibilité d'alerter un(e) responsable?}     B -- Non --&gt; D[Prendre contact avec le référent signalement]     B -- Oui --&gt; C[Aborder la situation]     C --&gt; E{Situation traitée?}     E -- Non --&gt; D     E -- Oui --&gt; F[Fin de la procédure]     D -.-&gt; G[Compléter le formulaire de signalement]     F --&gt; G     G --&gt; H[Envoyer le formulaire par courriel ou par voie postale]     H --&gt; I[Traitement du signalement par la collectivité]           </pre>	
<b>Responsable/Agent</b>		
<b>Responsable/Agent</b>		
<b>Responsable/Agent</b>		
<b>Agent/DmRH</b>		Anthony GANDON 02.33.64.66.37 06.74.24.89.72
<b>Agent</b>		Voir note de service ou intranet de la collectivité intr@flers
<b>Agent</b>		<u>Courriel</u> : referentsignalement@flers-agglo.fr <u>Courrier</u> : A l'attention du référent signalement, 41 rue de la boule 61100 FLERS



**Formulaire à retourner au référent signalement de la collectivité par :**

**Courriel :** referentsignalement@flers-agglo.fr

**Courrier :** Dans une double enveloppe - A l'attention du référent signalement, 41 rue de la boule 61100 FLERS en indiquant sur les deux enveloppes la mention « Confidentiel » et « Ne pas ouvrir ».

**Coordonnées de l'auteur du signalement**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel personnel :

N° de téléphone :

☐ J'accepte d'être contacté(e) sur ce numéro aux horaires suivants :

La collectivité assure à votre signalement la stricte confidentialité ainsi qu'aux témoins et aux personnes mises en cause.

**Bénéficiaire du signalement**

Je suis : ☐ Victime des faits

☐ Témoin des faits, dont la victime est M/Mme :

Service :

Fonction :

Ci-dessous, vous trouverez la partie vous permettant de décrire chronologiquement les événements et les faits qui entraînent cette saisine. Plusieurs cases de *description de la situation donnant lieu au signalement* sont disponibles afin de vous permettre de détailler tous les événements.

Merci d'être le plus précis possible et de ne rapporter que les faits **sans faire état d'interprétation ni de jugement personnel**.

Si un même fait s'est déroulé plusieurs fois, merci d'indiquer toutes les dates, heures et lieux dans la même case.

Si vous deviez manquer de place, il vous est possible d'utiliser des feuilles blanches en complément ou d'imprimer/dupliquer plusieurs fois la page suivante.

Il vous est rappelé que toute allégation mensongère pourra faire l'objet de poursuites, notamment pour dénégations calomnieuses. La peine encourue dans un tel cas est de cinq ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende

Description de la situation donnant lieu à un signalement			
Dates des faits :		Lieux :	
Heures des faits :		Horaires de travail :	
Précisions sur les faits :			
Nom des auteurs des faits		Fonctions des auteurs	
Nom des témoins		Fonctions des témoins	
Liste des éléments de preuve (à joindre à la déclaration)			

Description de la situation donnant lieu à un signalement			
Dates des faits :		Lieux :	
Heures des faits :		Horaires de travail :	
Précisions sur les faits :			
Nom des auteurs des faits		Fonctions des auteurs	
Nom des témoins		Fonctions des témoins	
Liste des éléments de preuve (à joindre à la déclaration)			

Description de la situation donnant lieu à un signalement			
Dates des faits :		Lieux :	
Heures des faits :		Horaires de travail :	
Précisions sur les faits :			
Nom des auteurs des faits		Fonctions des auteurs	
Nom des témoins		Fonctions des témoins	
Liste des éléments de preuve (à joindre à la déclaration)			

Description de la situation donnant lieu à un signalement			
Dates des faits :		Lieux :	
Heures des faits :		Horaires de travail :	
Précisions sur les faits :			
Nom des auteurs des faits		Fonctions des auteurs	
Nom des témoins		Fonctions des témoins	
Liste des éléments de preuve (à joindre à la déclaration)			

Autres démarches accomplies	
<input type="checkbox"/> Signalement à vos responsables hiérarchiques	Date du signalement : Moyens engagés, le cas échéant, par votre hiérarchie :
<input type="checkbox"/> Dépôt de plainte (préciser le motif)	Date du dépôt : Motif retenu :

Date et signature
<div style="height: 100px; border: 1px solid black;"></div>
Fait à _____, le _____

Les données personnelles collectées sont utilisées pour recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes ou des témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissement sexistes et les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnements, de soutien et de protection de victimes et de traitement des faits signalés.

Le dispositif d'alerte est mis en œuvre pour répondre aux exigences de l'article 6 quater A de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Le traitement est confidentiel, à destination des membres du dispositif de signalement.

Les données transmises sont strictement proportionnées à la poursuite des finalités de l'alerte.

Elles ne sont pas conservées au-delà de la durée nécessaire à l'instruction des saisines et aux obligations légales et réglementaires.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) les personnes concernées disposent de différents droits (accès, rectification, effacement, etc.) sur les données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : [c.preaux@cdg61.fr](mailto:c.preaux@cdg61.fr).